

N° de marché :

(à compléter par le pouvoir adjudicateur)

Marché Public de : Fournitures

Acte d'Engagement

Pouvoir adjudicateur

MINARM/AIR/SIAé - ETAT -

Autorité habilitée à signer les contrats

Directeur AIA de Clermont-Ferrand

Titre de la consultation

25044 - Mise à jour réglementaire du dossier technique amiante pour le site de L'AIA-CF

Objet de la consultation

Mise à jour réglementaire du dossier technique amiante pour le site de L'AIA-CF

Réservé pour la mention "Nantissement"

(le candidat doit indiquer ci-dessous le nombre des feuillets,
cocher et indiquer le nombre et les numéros des annexes compris dans son offre)

A COMPLETER IMPERATIVEMENT PAR LE CANDIDAT

L'acte d'engagement comporte

feuillets

et

☐ aucune annexe

☐ les annexes numérotées :

Imputation budgétaire

904 03

Mode de passation

Identifiants

<i>Ordonnateur</i>	Directeur AIA de Cuers Pierrefeu
<i>Comptable public assignataire des paiements</i>	Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement
<i>Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique</i>	Directeur AIA de Clermont-Ferrand
<i>Conducteur d'opération</i>	

Contenu de l'acte d'engagement

Cet acte d'engagement :

☒ Correspond à la solution de base unique de la consultation

Sommaire

1. Contractant(s).....	4
2. Prix	8
3. Délais.....	10
4. Reconduction du marché	10
5. Paiements	11
6. Délai de validité de l'offre.....	17
7. Lieu de fabrication ou d'origine.....	17

1. Contractant(s)

<input checked="" type="checkbox"/> <i>Je soussigné,</i> <i>Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique</i>	
Nom et prénom	
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
Domicilié à :	
Téléphone	
Télécopie	
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société :	
Au capital de :	
Ayant son siège à :	
Téléphone	
Télécopie	
N° d'identité d'établissement (SIRET) : N° d'inscription (SIREN) : <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
La société est une PME : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
<i>Cochez la case qui correspond à la situation de la société</i>	

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que titulaire unique

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25044 - MISSION DE REPÉRAGE AMIANTE et des documents qui y sont mentionnés.
 - Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.
- ☐ Je m'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les fournitures dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

☒ **Nous soussignés,**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement

Cotraitant ...☐ Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :

Domicilié à :

Téléphone

Télécopie

☐ Agissant pour le nom et le compte de la Société :

Au capital de :

Ayant son siège à :

Téléphone

Télécopie

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

N° d'inscription (SIREN) :

☐ au répertoire des métiers ou☐ au registre du commerce et des sociétés :

La société est une PME :

oui ☐non ☐

Cochez la case qui correspond à la situation de la société

(le candidat doit dupliquer autant de fois que nécessaire
cette page en fonction du nombre de ses cotraitants)

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement solidaire

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25044 - MISSION DE REPÉRAGE AMIANTE et des documents qui y sont mentionnés.

- Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.



Nous nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus et en tant qu'entrepreneurs **groupés solidaires**, à exécuter les fournitures dans les conditions ci-après définies.

L'entreprise

est le mandataire des entrepreneurs **groupés solidaires**.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

Remplissez ce cadre si vous répondez en tant que groupement conjoint

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières numéro 25044 - MISSION DE REPÉRAGE AMIANTE et des documents qui y sont mentionnés.

- Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations justifiant que je n'entre pas dans les cas d'exclusion visés aux articles L.2341-1 à L.2341-3 du code de la commande publique.



Nous nous engageons sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus et en tant qu'entrepreneurs **groupés conjoints**, à exécuter les fournitures dans les conditions ci-après définies.

L'entreprise

est le mandataire des entrepreneurs **groupés conjoints**.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 mois180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après dans le présent acte d'engagement.

2. Prix

2.1. Montant(s) du marché

Les modalités de variation des prix sont fixées dans le cahier des clauses administratives particulières.

2.1.1. Poste(s) à montant global et forfaitaire

Les fournitures du présent marché font l'objet des postes définis ci-après :

Désignation du poste	Prix forfaitaire en € HT
Mission de repérage amiante

Les fournitures du(des) poste(s) à prix global et forfaitaire du présent marché définis dans le cahier des clauses techniques particulières seront rémunérées par application des prix globaux indiqués ci-après.

Les fournitures du présent marché seront rémunérées par application du prix global suivant :

Indiquez le montant total du(des) poste(s) à prix global et forfaitaire

Montant hors TVA

€

Montant (en € HT) arrêté en lettres à :

--

2.1.2. Poste(s) à bons de commande

Les fournitures du présent marché font l'objet pour partie d'un(de) poste(s) à bons de commande dont l'objet et (éventuellement) la liste des postes sont définis ci-après avec leur montants minimal et maximal :

Objet du poste	Montants en € hors TVA	
	Montant minimal	Montant maximal
MESURES EMPOUSSIÈREMENT	0€	10 000,00€

Les fournitures du(des) poste(s) à bons de commande du présent marché définis dans le cahier des clauses techniques particulières seront rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix du présent marché.

2.2 Montants sous-traités

Le présent marché ne peut pas faire l'objet de sous-traitance.

3. Délais

3.1 Délai d'exécution du marché

Le délai d'exécution du poste forfaitaire est le suivant :

--

Le délai d'exécution du marché commencera à courir à compter de la date de notification du marché.

3.2 Délais d'exécution des bons de commande

La période de validité pendant laquelle il est possible d'émettre des bons de commande est de 12 mois.

4. Reconduction du marché

Le présent marché ne fera pas l'objet de reconduction.

5. Paiements

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées dans le cahier des clauses administratives particulières.

<input checked="" type="checkbox"/> Titulaire unique	<i>Cochez cette case si vous répondez en tant que titulaire unique</i>	
<p>Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :</p> <p>Pour les titulaires français :</p> <p>Compte ouvert à l'organisme bancaire :</p> <p>A :</p> <p>Au nom de :</p> <p>Sous le numéro :</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> Code banque : Code guichet : Clé : </div> <div style="text-align: center; font-size: x-small; margin-top: 5px;"> <i>(joindre un RIB ou RIP)</i> <i>Pour les titulaires étrangers :</i> <i>Banque du bénéficiaire : Nom</i> <i>Adresse</i> <i>Ville</i> <i>Pays</i> <i>IBAN :</i> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 10px;"> BIC : (joindre document en annexe renseigné) </div>		
<p>Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.</p> <p><input type="checkbox"/> L'entreprise désignée ci-avant refuse de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.</p> <p>Si la case ci-dessus n'est pas cochée par le candidat, celui-ci est réputé accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.</p>		
<p>Si l'entreprise désignée ci-avant est une petite ou moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, le candidat peut demander de ramener ce maximum à 1 mois.</p> <p><input type="checkbox"/> L'entreprise désignée ci-avant demande que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.</p> <p>Si la case ci-dessus n'est pas cochée par le candidat, celui-ci est réputé ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.</p>		

☐ **Groupement conjoint**

Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement conjoint

Cotraitant	Lot(s) ou poste(s) d'exécution	Montant de chaque(s) lot(s) ou postes(s) cotraité(s) en € HT	Désignation de l'entreprise
1			
2			
3			
4			

Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, les entreprises groupées conjointes désignées ci-après peuvent refuser le versement de l'avance :

- ☐ Les entreprises groupées conjointes désignées ci-avant refusent de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées conjointes, celles-ci sont réputées accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si les entreprises groupées conjointes sont des petites ou moyennes entreprises, des sociétés coopératives ouvrières de production, des groupements de producteurs agricoles, des artisans, des sociétés coopératives d'artisans, des sociétés coopératives d'artistes ou des ateliers protégés, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, les entreprises groupées conjointes désignées ci-après peuvent demander de ramener ce maximum à 1 mois :

- ☐ Les entreprises groupées conjointes désignées ci-avant demandent que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées conjointes, celles-ci sont réputées ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

☒ Groupement solidaire*Cochez cette case si vous répondez en tant que groupement solidaire*☐ ***Paiement des sommes sur un compte unique.***

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires donnent par les présentes

☐ au mandataire☐ au cotraitant défini à la page suivante

qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte indiqué. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

☐ ***Paiement des sommes sur des comptes séparés***

Les paiements seront effectués suivants les modalités définies ci-après :

Cotraitant	Lot(s) ou poste(s) d'exécution	Montant de chaque(s) lot(s) ou postes(s) cotraité(s) en € HT	Désignation de l'entreprise
1			
2			
3			
4			

Les conditions de versement de l'avance sont définies dans le cahier des clauses administratives particulières. Cependant, conformément à l'article R.2391-2 du code de la commande publique, les entreprises groupées solidaires désignées ci-après peuvent refuser le versement de l'avance :

- ☐ Les entreprises groupées solidaires désignées ci-avant refusent de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées solidaires, celles-ci sont réputées accepter de percevoir l'avance prévue dans le cahier des clauses administratives particulières.

Si les entreprises groupées solidaires sont des petites ou moyennes entreprises, des sociétés coopératives ouvrières de production, des groupements de producteurs agricoles, des artisans, des sociétés coopératives d'artisans, des sociétés coopératives d'artistes ou des ateliers protégés, et conformément aux articles R.2391-16 et R.2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à 3 mois. Cependant, les entreprises groupées solidaires désignées ci-après peuvent demander de ramener ce maximum à 1 mois :

- ☐ Les entreprises groupées solidaires désignées ci-avant demandent que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Si la case ci-dessus n'est pas cochée par les entreprises groupées solidaires, celles-ci sont réputées ne pas demander que la périodicité du versement des acomptes soit fixée au maximum à un mois.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants :

Cotraitant ... :		
Pour les titulaires français :		
Compte ouvert à l'organisme bancaire :		
A :		
Au nom de :		
Sous le numéro :		
Code banque :	Code guichet :	Clé :
(joindre un RIB ou RIP)		
Pour les titulaires étrangers :		
Banque du bénéficiaire : Nom		
Adresse		
Ville		
Pays		
IBAN :		
BIC :	(joindre document en annexe renseigné)	

(le candidat doit dupliquer autant de fois que nécessaire ce tableau en fonction du nombre de ses cotraitants)

6. Délai de validité de l'offre

Le délai de validité de l'offre est de 180 jours.

Il court à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée ci-après :

7. Lieu de fabrication ou d'origine

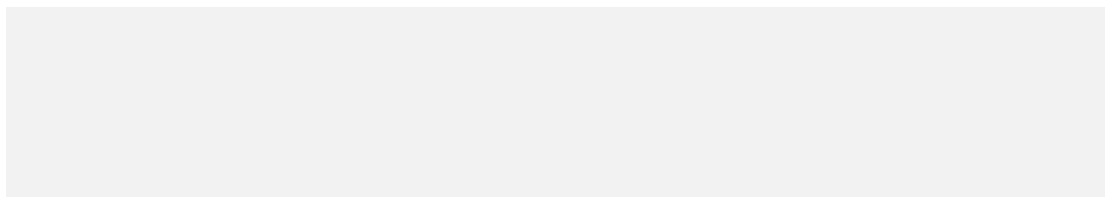
Lieu de fabrication ou d'origine des fournitures :

- ☐ Pays de l'union européen (UE) France comprise
- ☐ Pays signataires de l'accord AGETAC (UE exclue) : Autriche, Canada, Etats-Unis, Finlande, Hong-Kong, Israël Japon, Norvège, Singapour, Suède, Suisse.
- ☐ Autres.....
.....

Fait en un seul original

à : le :

Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" et signature(s) du/des prestataire(s) :



(Nom et fonction du signataire habilité à engager la société)

(ne pas remplir ci-après, réservé au pouvoir adjudicateur)

Visas

à : le :

(ne pas remplir ci-après, réservé au pouvoir adjudicateur)

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement par l'autorité habilitée à signer les contrats :

à :		le :	

(ne pas remplir ci-après, réservé au pouvoir adjudicateur)

L'acte d'engagement comporte feuillets

et aucune annexe les annexes numérotées :

et une annexe de mise au point numérotée :

Décision du pouvoir adjudicateur

Ne complétez pas ce paragraphe. Il le sera par le pouvoir adjudicateur

Compte tenu des montants minimal(aux) et maximal(aux) du(des) poste(s) à bons de commande définis à l'article 2.1 ci-avant.

Le montant du marché est arrêté aux montants indiqués ci-après :

Ne complétez pas ce tableau. Il le sera par le pouvoir adjudicateur

Montants pour la durée du marché	Montant(s) en € hors TVA	
	en chiffres	en lettres
Montant minimal		
Montant maximal		

Annexe n° à l'acte d'engagement relative au paiement d'un fournisseur étranger

Code OS ou SG :

Mandat ou DL n° :

**Informations relatives au fournisseur devant obligatoirement figurer
sur un ordre de paiement à l'étranger**

(paiement en euros ou en devises à l'attention d'une banque située ou non dans la zone euro)

Banque intermédiaire (le cas échéant) :

Nom :

et adresse :

BIC

:

Ville :

Pays :

Banque du bénéficiaire :

Nom :

et adresse :

BIC

:

Ville :

Pays :

Bénéficiaire :

Nom :

et adresse :

:

BIC

Ville :

Pays :

Identification bancaire du bénéficiaire :

(de préférence IBAN) :

Motif du paiement :

:

BIC (Bank International Code) : seul ce code permet d'identifier automatiquement la banque du bénéficiaire.

Le code BIC comporte 8 ou 11 caractères. Il se décompose comme suit :

1. les 4 premiers caractères représentent le Nom de la Banque
2. les 2 suivants le pays
3. les 2 autres les villes
4. les 3 autres l'agence ou XXXX si le code de l'agence n'est pas connu

IBAN (International Bank Account Number) : c'est le n° de compte du bénéficiaire.A défaut de connaissance de l'IBAN, il est obligatoire d'indiquer le **n° de compte et le code banque**.

Ce code banque est souvent libellé différemment selon les pays.

Pour les ordres en euros à l'attention d'une banque située dans la zone euro :
IBAN + BIC corrects => traitement automatisé => pas de frais NSTP garanti